



L'association des shérifs et agents de la paix constitutionnels (CSPOA) et Richard Mack – Comment les extrémistes ont du succès à infiltrer les forces de l'ordre



Source en anglais :

<https://www.adl.org/resources/report/constitutional-sheriffs-and-peace-officers-association-csboa-and-richard-mack-how>

20 septembre 2021

Points forts :

- La Constitutional Sheriffs and Peace Officers Association (CSPOA) est un groupe extrémiste anti-gouvernemental dont le but principal est de recruter des shérifs dans le mouvement « patriote » anti-gouvernemental.

- Le CSPOA est dirigé par Richard Mack, un ancien shérif de l'Arizona qui a acquis une célébrité à droite dans les années 1990 après avoir intenté une action en justice pour annuler une importante mesure de contrôle des armes à feu, la loi Brady, en particulier après que la Cour suprême a statué largement en sa faveur.
- Le principe central de la CSPOA, emprunté au mouvement citoyen souverain extrémiste anti-gouvernemental, est que le shérif du comté est l'autorité suprême du comté, capable de suspendre l'application de toute loi ou mesure fédérale ou étatique qu'il juge inconstitutionnelle.
- Mack a principalement commercialisé cette (fausse) affirmation comme un moyen de s'opposer aux mesures de contrôle des armes à feu, mais en 2020-2021, il l'a également utilisé pour exploiter la colère et la frustration face aux mesures fédérales et étatiques de lutte contre le Covid-19.
- Mack sillonne le pays pour des allocutions où il se promeut, CSPOA et sa thèse de shérif du comté.
- De plus en plus, il recherche le public des forces de l'ordre, qualifiant ses événements extrémistes de "formations".
- Dans un développement inquiétant, en 2021, Mack a pu obtenir l'approbation officielle de l'État pour ses « formations » au Montana et au Texas, ce qui permet aux participants de recevoir des crédits de formation continue pour avoir assisté aux événements de Mack.

Introduction

L'Association des shérifs et des agents de la paix constitutionnels (CSPOA) est un grand groupe extrémiste anti-gouvernemental dont le but principal est de diffuser de la propagande anti-gouvernementale auprès des forces de l'ordre et de recruter parmi eux, en particulier, les shérifs de comté et les adjoints du shérif. Le groupe a été fondé en 2011 par Richard Mack, un ancien shérif du comté de Graham, en Arizona, qui a utilisé le CSPOA comme véhicule pour gagner en stature et en influence à la fois au sein de l'extrême droite et de la droite dominante. Bien que les Oath Keepers (le Gardiens du serment), un autre groupe extrémiste anti-gouvernemental qui recrute dans les forces de l'ordre, a attiré davantage l'attention des médias ces dernières années, le CSPOA a sans doute eu plus de succès en infiltrant les forces de l'ordre, y compris au niveau exécutif.

L'argument principal de Mack et du CSPOA est la fausse affirmation selon laquelle les pouvoirs du shérif du comté remplacent ceux de toute autre autorité fédérale, étatique ou locale, tant que l'intention est de protéger les citoyens américains des ennemis étrangers ou nationaux. Les shérifs de comté peuvent donc refuser d'appliquer - et peuvent même s'opposer activement - à toute mesure fédérale, étatique ou gouvernementale (loi, réglementation, taxe, ordonnance d'un tribunal, etc.) qu'ils jugent inconstitutionnelle. Cette notion, qui n'a aucun fondement dans le droit américain, a été empruntée au mouvement extrémiste anti-gouvernemental Sovereign Citizens ((citoyen souverain) le personnel de la CSPOA a inclus des personnes ayant des liens avec ce mouvement)). Mack a également affirmé - encore une fois, à tort - que le shérif du comté a le pouvoir d'appeler la « milice » pour le soutenir dans son opposition à la tyrannie.

L'émergence de Richard Mack

Richard Mack est le fondateur et le dirigeant de la CSPOA, et l'organisation n'existerait probablement pas longtemps sans lui. Mack, cependant, était une « célébrité » au sein de l'extrême droite bien avant de lancer la CSPOA.

Le natif de l'Utah a commencé sa carrière dans l'application de la loi en tant qu'officier de police à Provo, dans l'Utah. Mack a ensuite déménagé en Arizona, où il a été élu shérif du comté peu peuplé de Graham en 1988 (servant deux mandats, tous deux en tant que démocrate). Son ascension vers la notoriété a commencé au début de 1994 lorsqu'il a poursuivi le gouvernement fédéral au sujet de la constitutionnalité de la loi Brady, une législation sur le contrôle des armes à feu qui établissait une période d'attente pour les personnes souhaitant acheter des armes de poing, entre autres. Mack, soutenu par la NRA (qui l'a nommé officier de l'année en 1994), s'est lancé dans une campagne publique contre la loi Brady, donnant apparemment d'innombrables interviews dans la presse et à l'antenne à travers le pays. Quelques années plus tard, la Cour Suprême a renversé une partie clé de la loi Brady, cimentant le statut de Mack en tant que défenseur de la possession d'armes à feu.

À la maison, les électeurs ont été moins impressionnés par Mack, qui a perdu une candidature primaire pour un troisième mandat par une marge de 3-1, mettant fin à la carrière de Mack dans l'application de la loi en 1997. Pour joindre les deux bouts, Mack a travaillé comme vendeur de voitures et, brièvement,

comme un "consultant" pour l'American Institute for Research, une société basée dans l'Utah dirigée par le manifestant fiscal Albert E. Carter, jusqu'à ce que Carter soit perquisitionné par le FBI lors d'une enquête sur une fraude (en 2004, Carter a plaidé coupable à l'évasion fiscale et à la fraude postale pour avoir exploité ce qui était essentiellement un stratagème de Ponzi).

Au fur et à mesure que la célébrité de Mack grandissait, il avait plus d'occasions d'exprimer ses opinions, dont beaucoup étaient extrémistes. L'une des premières influences pour Mack fut W. Cleon Skousen, le théoricien du complot d'extrême droite et promoteur d'un gouvernement limité d'inspiration divine qui a influencé de nombreux extrémistes anti-gouvernementaux au fil des décennies, principalement dans les États occidentaux. Mack a même enseigné à l'école à charte Heritage Academy en Arizona, une école fondée par un acolyte de Skousen.

L'orientation idéologique de Mack a été principalement d'extrême droite et de nature anti-gouvernementale, nombre de ses opinions étant adoptées ou influencées par le mouvement « patriote » anti-gouvernement (un mouvement parapluie qui comprend le mouvement des milices, le mouvement Citoyen Souverain et le mouvement de protestation fiscale). Du mouvement de protestation fiscale, Mack a affirmé que le 16^e amendement (qui autorisait un impôt sur le revenu) n'avait jamais été légalement ratifié, et il a adopté ses vues étendues sur les pouvoirs du shérif du comté du mouvement Citoyen Souverain. Cependant, il a peut-être été le plus influencé par l'hostilité du mouvement de la milice envers le gouvernement fédéral. En 1994, Mack a affirmé qu'il avait prêté serment de défendre les États-Unis contre tous les ennemis, étrangers et domestiques, "et il semble que notre propre bureaucratie de Washington DC soit devenue l'un des ennemis domestiques". En mars 1995, Mack a exhorté le public à ne pas abandonner ses armes car elles étaient la meilleure arme contre la tyrannie du gouvernement et le "Nouvel ordre mondial."

Mack était l'un des premiers partisans virulents du mouvement de milice, qui a émergé au milieu des années 1990, affirmant avoir formé sa propre milice dans le comté de Graham (à différentes époques, il l'appelait une « milice » et un « groupe ») et exhortant les gens à ne pas diaboliser les milices. Même l'Attentat d'Oklahoma City en avril 1995 n'a pas réussi à l'influencer. "[L'attentat à la bombe] ne change pas plus mon opinion sur les milices que le procès d'OJ Simpson ne change mon opinion sur les footballeurs professionnels noirs à la retraite", a-t-il déclaré à un journaliste du Philadelphia Inquirer un mois après l'attentat. Un article du Christian Science Monitor de 1996 citait Mack, se référant au 1992 Ruby Ridge impasse, en disant: « Je ne connais aucune milice qui ait

tiré sur un jeune garçon dans le dos ou sur une femme au visage qui tenait un bébé ». Après que des membres de la milice aient été arrêtés en Arizona pour armes en 1996, Mack a déclaré à l'Inquirer que, "Ce que je vois dans la plupart des milices, c'est le type de courage pour défendre la liberté, comme en témoignent les étudiants chinois de la place Tiananmen."

S'inspirant des théories du complot des mouvements de milice, Mack a affirmé que "des responsables gouvernementaux avides de pouvoir soutenus par des personnes aux agendas cachés" sont engagés dans un complot visant à "contrôler et asservir les Américains". Dans son livre de 2014 Êtes-vous un David ? Mack a affirmé que le gouvernement fédéral avait atteint un "zénith de corruption, d'abus, de cupidité, de tromperie et de dette" et que "les criminels du gouvernement défilent en héros tout en attaquant les Américains". À de nombreuses reprises, Mack a déclaré que le gouvernement fédéral est la plus grande menace pour les Américains.

Après avoir perdu sa course pour le bureau du shérif en 1996, Mack a passé plusieurs années à courir sans succès pour une variété de bureaux dans plusieurs États. Il a déménagé dans l'Utah en 1998 pour se présenter au poste de shérif dans le comté d'Utah, mais a perdu la primaire républicaine. En 2004, il a annoncé sa candidature au poste de gouverneur de l'Utah (en tant que libertaire) dans une émission de radio à ondes courtes de la milice. Son offre n'est allée nulle part, tout comme une offre de 2006 pour devenir sénateur américain de l'Utah. En 2011, Mack a annoncé à un public de la Société John Birch extrémiste au Texas qu'il prévoyait de se présenter au Congrès. Pas plus tard qu'en 2018, de retour en Arizona, Mack s'est présenté pour le 8e district du Congrès de l'Arizona, mais est arrivé huitième à la primaire républicaine, avec 1,42% des voix.

La croisade de prise de parole en public de Mack - y compris les lieux de suprématie blanche

Depuis plus de 25 ans, Richard Mack est un conférencier infatigable, sillonnant constamment le pays à la recherche de public. Avec une voix épurée et attrayante, Mack s'est adressé à des petits et grands groupes, utilisant généralement l'histoire de sa victoire de Brady Law comme un moyen d'attaquer le gouvernement fédéral ou, plus récemment, pour aider à présenter ses opinions sur les shérifs du comté.

Au départ, bon nombre des allocutions et des apparitions personnelles de Mack étaient liées soit à la NRA, soit à la John Birch Society. Bientôt, Mack s'adressait régulièrement à tous les types imaginables de public conservateur ou de droite, grand public ou extrême. À partir de 2009-2010, Mack est devenu un habitué des événements Tea Party à travers le pays. À un moment donné au début des années 2010, il a estimé qu'il avait parlé avec environ 70 groupes de Tea Party au cours des deux années précédentes, ce qui n'était probablement pas exagéré.

En 2012, alors qu'il vivait au Texas, Mack a pris la parole lors d'événements locaux tels que le Tax Day Tea Party Rally à Texarkana, le Boerne (TX) Tea Party Candidate Forum, un groupe d'étude constitutionnelle à Bergheim, Libertyfest West à Odessa, un 9/12 Rencontrez Greet à Kerrville, et au public de la John Birch Society à Houston ainsi qu'aux républicains de la rive nord à Lago Vista. Cela s'ajoutait à des événements en Alabama, au Nevada et en Indiana, entre autres.

Le besoin incessant d'audience de Mack signifie qu'il a parlé ou partagé la scène avec une variété d'autres extrémistes, y compris des personnes associées à la milice et aux mouvements Citoyens Souverains. Ses associations ont également inclus des suprématistes blancs et des antisémites. Bien que Mack ait condamné la suprématie blanche, affirmant que cela n'a pas sa place dans une société libre, il semble être disposé à faire des exceptions tant que cela lui fournit un microphone. Selon la Coalition pour la dignité humaine, Mack était un conférencier principal lors d'une conférence de 1995 organisée par le suprémaciste blanc America's Promise Ministries à Prescott, en Arizona. En 2012, Mack est apparu en tant qu'invité dans l'émission de radio Political Cesspool animé par le suprémaciste blanc James Edwards. En 2015, Mack a pris la parole lors d'un événement financé par l'America's Foundation, une organisation du Mississippi créé par le suprémaciste blanc Richard Barrett. Deux ans plus tard, en avril 2017, Mack est apparu dans une autre émission de radio suprémaciste blanche, "By Yahweh's Design", dans un épisode intitulé "Meet Richard Mack".

La volonté de Mack d'ignorer le racisme et l'antisémitisme est évidente dans sa plus récente campagne de prise de parole - une série prévue de 84 événements sur 111 jours en 2021. "Arise USA! The Resurrection Tour" présente une variété d'orateurs de droite et conspirateurs, mettant en évidence Mack et son collègue

organisateur Robert David Steele. Steele, qui prétend être un ancien agent de la CIA, est un éminent théoricien du complot QAnon et un antisémite déclaré.

Steele, qui est publié par l'Institut de recherche et d'éducation sur les droits de l'homme en tant que "pourvoyeur prolifique d'antisémitisme", a affirmé que "pratiquement tous les Juifs" sont "complices du plan mondial sioniste d'utiliser les ordres ouverts et le multiculturalisme" pour éradiquer l'opposition à "l'hégémonie sioniste" et la soumission de tous les autres. En 2017, Steele a discuté avec l'ancien chef du Klan David Duke sur le site Internet de ce dernier à propos de « ses activités dans la lutte contre la suprématie sioniste ». Steele a déclaré à un journal iranien en 2019, que Les États-Unis "doivent éradiquer le ravageur sioniste de notre patrie".

Bien que la tournée le Arise USA! a été annoncée en grande pompe, la fréquentation (et les revenus) des premiers événements était décevante et la tournée a dû être considérablement réduite.

Richard Mack et l'endoctrinement des forces de l'ordre

Bien que les extrémistes anti-gouvernementaux aient tendance à être hostiles à l'application de la loi - et aient agressé ou même tué un certain nombre d'agents chargés de l'application de la loi au fil des ans - ils ont également montré un intérêt de longue date à partager leurs idées avec cette communauté, en particulier les forces de l'ordre locales, basées sur la prémisse que les agents d'application de la loi sympathique n'appliqueraient pas les lois impopulaires, telles que les lois sur l'impôt sur le revenu ou la réglementation sur les armes à feu.

Dans les années 1990, le recruteur de police le plus en vue au sein du mouvement « patriote » était l'ancien officier de police de Phoenix Jack McLamb, fondateur du groupe Police Against the New World Order et éditeur du magazine connexe Aid & Abet. Comme McLamb est devenu moins actif avec l'âge et l'infirmité (il est décédé en 2014), un successeur est apparu en 2009, lorsque Stewart Rhodes, avocat et ancien officier de l'armée, a commencé les Gardiens du serment. Ce nouveau groupe avait pour objectif particulier de répandre l'idéologie de la milice auprès des militaires actuels et anciens, des premiers intervenants et des policiers. Les Oath Keepers sont rapidement devenus l'un des plus grands groupes associés au mouvement de la milice.

Richard Mack était l'un des membres fondateurs de The Oath Keepers, a siégé à son conseil d'administration et a activement promu le groupe. Pour Rhodes - qui n'a lui-même aucune formation en matière d'application de la loi - Mack était un porte-parole idéal, et les Oath Keepers l'ont présenté aussi souvent qu'ils le pouvaient.

Son implication avec les Oath Keepers semble également avoir redynamisé Mack. En 2009, Mack a publié sa brochure, "County Sheriff: America's Last Hope", qui a promu sa thèse selon laquelle le shérif du comté était la "dernière ligne de défense" pour la préservation de la liberté, que le shérif avait le pouvoir de s'opposer à toute perception " tyrannique " (y compris une loi fédérale ou étatique) dans leur juridiction et que le shérif a même le pouvoir d'appeler la milice pour soutenir leurs efforts. Comme beaucoup de gens l'ont reconnu, l'argument de Mack n'était pas original mais a été emprunté en gros au Posse Comitatus, un groupe extrémiste anti-gouvernemental violent actif dans les années 1970-80 qui a finalement évolué pour devenir le mouvement Citoyens Souverains.

De 2009 à 2011, Mack a fait la promotion de sa thèse de shérif du comté lors d'événements des Oath Keepers et partout où il pouvait trouver un public. Finalement, Mack a décidé de créer sa propre organisation et d'utiliser sa stature d'ancien shérif pour atteindre d'autres shérifs; il a fondé la Constitutional Sheriffs and Peace Officers Association (CSPOA) en 2011.

Mack et CSPOA

Avec la CSPOA à sa disposition, Mack n'avait plus besoin de Rhodes et des Oath Keepers (il s'est finalement séparé d'eux, quittant le conseil d'administration). La CSPOA serait très centrée sur Mack, bien que Mack ait fait appel à Rick Dalton comme bras droit. Dalton, un officier de police à la retraite de Mesa, en Arizona, était auparavant un personnage clé dans la police de Jack McLamb contre le nouvel ordre mondial.

Comme les Oath Keepers, la CSPOA serait ouvert à tout le monde (le coût de l'adhésion annuelle est actuellement de 99 \$), mais contrairement aux Oath Keepers, il avait un objectif étroit : le bureau du shérif du comté. Il y a environ

3100 shérifs aux États-Unis, et ils sont devenus le public et la cible clé de Mack. Lorsqu'un groupe anti-immigrants californien a organisé une première collecte de fonds pour la CSPOA en mars 2011, il a déclaré que Mack "travaillait sans relâche pour éduquer les shérifs à l'échelle nationale afin qu'ils comprennent leur serment d'office et fassent respecter les droits protégés par la Constitution des personnes qu'ils servent".

Mack a contacté les shérifs via des courriers et des sondages, ainsi qu'individuellement. Lorsque Mack a organisé une conférence, il a invité les shérifs à proximité à y assister. Mack a également fait l'éloge des shérifs qui ont pris des mesures qu'il approuvait, les appelant « shérifs constitutionnels ». Bientôt, la CSPOA a commencé à décerner le prix du « shérif constitutionnel de l'année » ; les gagnants ont inclus le shérif controversé du Wisconsin David Clarke, Jr., qui a décrit Black Lives Matter comme un groupe haineux et a affirmé qu'ils rejoindraient le groupe terroriste ISIS pour détruire la société américaine, ainsi que Nick Finch, un shérif de Floride qui a illégalement libéré un homme arrêté pour un crime d'armes à feu et a été suspendu par le gouverneur. Un shérif de l'État de Washington, Bob Songer, a reçu le prix pour avoir refusé d'appliquer une initiative de contrôle des armes à feu de l'État.

Il n'a pas fallu longtemps avant que certains shérifs répondent favorablement aux supplications de Mack, rejoignant la CSPOA, se présentant ou même prenant la parole lors de ses événements, ou se référant à eux-mêmes comme des "shérifs constitutionnels" et répétant ou paraphrasant les affirmations de Mack sur les pouvoirs du shérif. Un certain nombre de shérifs, en particulier dans les États occidentaux, avaient déjà une longue histoire d'activisme de droite ou d'opposition au gouvernement fédéral. Ceci inclus Glenn Palmer, le shérif de longue date du comté de Grant, dans l'Oregon, qui a soutenu vocalement Ammon Bundy et sa bande d'extrémistes anti-gouvernementaux qui ont pris le contrôle de la Réserve faunique nationale de Malheur en 2016, les rencontrant et les qualifiant de « patriotes ». (Le soutien de Palmer aux extrémistes de Bundy lui a peut-être coûté sa prochaine élection). Un autre partisan éminent de la CSPOA était Dar Leaf, shérif du comté de Barry, Michigan. En 2020, Leaf est apparu sur scène lors d'une manifestation avec des membres de la milice qui seraient plus tard accusés d'avoir comploté pour kidnapper le gouverneur du Michigan. Après leur arrestation, il a suggéré que les comploteurs auraient peut-être tenté de faire arrêter le gouverneur par un citoyen.

Quelques shérifs des États de l'Est --- où les pouvoirs du shérif avaient été considérablement réduits -- ont également rejoint le groupe de Mack. L'ADL a

identifié des dizaines de shérifs qui ont rejoint le CSPOA ou se sont autrement associés au groupe (cela inclut certains qui ont rejoint le groupe alors qu'ils étaient shérifs mais qui n'occupent plus le poste), ainsi qu'une poignée de policiers et quelques élus étatiques et locaux. Il est remarquable que des officiers de police de haut rang en service se rattachent si facilement à un groupe extrémiste.

L'influence plus large de la CSPOA est encore plus notable ; un certain nombre de shérifs à travers le pays se désignent désormais comme des « shérifs constitutionnels », tout en laissant ouverte la question de savoir s'ils ont des liens formels avec la CSPOA. La CSPOA a en outre inspiré de nombreuses personnes à travers le pays - parfois sans aucune expérience en matière d'application de la loi - à se présenter au poste de shérif. Par exemple, après la démission du shérif du comté d'Ada dans l'Idaho en 2021, plusieurs candidats se sont présentés pour examen par les commissaires du comté qui avaient la responsabilité de sélectionner un shérif de remplacement pour le reste du mandat. Ces candidats inclus Doug Traubel, auteur d'un livre intitulé *Red Badge: A Veteran Peace Officer's Commentary on the Marxist Subversion of American Law Enforcement & Culture*. Traubel a affirmé que "l'islam est la culture de la mort" et que les "juifs" étaient à blâmer pour la création de l'Union soviétique et "ont dirigé la révolution bolchevique". Traubel s'identifiait ouvertement aux « shérifs constitutionnels ». Il n'a pas été sélectionné.

Il y a plusieurs années, le Southern Poverty Law Center a tenté de découvrir combien de shérifs ont réellement soutenu Mack, et a contacté environ 500 shérifs que Mack avait publiquement félicité. Apparemment, 50-60 étaient disposés à confirmer leur soutien. Sur cette base, ainsi que d'autres shérifs qui avaient des liens publics ou qui avaient fait des déclarations, le SPLC a estimé que "probablement... plusieurs centaines de shérifs" soutenaient Mack.

Mack a affirmé que plus de 100 shérifs ont participé à certains de ses événements nationaux de la CSPOA et que plusieurs centaines de shérifs sont membres. L'organisation Political Research Associates a noté que près d'un quart (7 sur 30) des personnes qui composent la direction du conseil d'administration et du comité exécutif de la National Sheriffs Association avaient des liens avec la CSPOA.

Ce qui est clair, c'est qu'au cours des 10 dernières années, Richard Mack a réussi à répandre ses idées extrémistes dans une minorité substantielle de

bureaux de shérif aux États-Unis. Cela a été possible en grande partie parce que Mack a réussi à définir ses concepts de shérif comme un antidote aux mesures de contrôle des armes à feu. Bon nombre des personnes qui ont adopté la position de « shérif constitutionnel » l'ont fait en raison de leurs opinions sur les armes à feu.

Mack a également fait preuve d'une capacité considérable à exploiter n'importe quelle situation actuelle pour promouvoir ses opinions. En 2020-2021, Mack a aidé à concevoir un pivot CSPOA considérable – et réussi – des armes à feu vers le coronavirus, promouvant l'idée de « shérifs constitutionnels » protégeant les citoyens de la tyrannie des confinements, du port de masques et d'autres mesures liberticides des virus. De nombreux shérifs se sont manifestés pour s'opposer aux ordonnances de maintien à domicile ou à des décrets similaires, et les médias de droite, dont Fox News, ont donné à plusieurs d'entre eux des plates-formes de premier plan. Beaucoup (mais pas tous) de ces shérifs ont des liens avec la CSPOA, mais même ceux qui n'en font pas partie aident à diffuser la notion de « résistance du shérif », qui profite indirectement mais substantiellement à la CSPOA.

Adhésion du comté

La croissance générale de la « résistance du shérif » a peut-être joué un rôle dans l'un des derniers développements de la CSPOA : la montée des « adhésions » liées non pas à des individus (shérifs ou autres) – mais plutôt à des comtés entiers.

En mai 2021, Mack a annoncé que le comté de Lander au Nevada était le premier « comté CSPOA ». Selon Mack, le directeur du comté de Lander, Bert Ramos, a contacté le CSPOA et a demandé à être répertorié en tant que comté membre, marquant la première fois qu'une entité gouvernementale entière s'alignait sur le CSPOA. D'après Ramos, les commissaires du comté ont voté 4-1 pour rejoindre la CSPOA. Un responsable local a confirmé à l'ADL que le comté – ou plutôt ses contribuables – avait payé à la CSPOA une cotisation de 2 500 \$.

En juin 2021, les commissaires de comté du comté d'Elko, au Nevada, ont approuvé une mesure reliant leur comté à la CSPOA. Cela a été célébré par une tournée "Arise USA" au cours de laquelle Mack était le conférencier principal et

Robert David Steele a fourni ses propres réflexions sur "les traîtres, les criminels de Wall Street et les pédophiles sataniques".

Le Lève-toi USA ! Le site Web a rapporté en juillet que le comté de Lyon, Nevada, était également devenu un "comté constitutionnel" et que "dans l'état de Washington, le shérif [Brad Rogers] a déclaré que le comté de Klickitat est un comté constitutionnel contre l'opposition des commissaires fidèles à l'état profond."

Plus récemment, en août 2021, dans le comté de Clay, Nebraska, le membre du conseil d'administration L. Wayne Johnson a reçu une proposition de résolution de la CSPOA afin que le comté de Clay rejoigne le groupe. Johnson l'aurait "considéré, mais a finalement rejeté" la résolution d'adhésion. Cependant, il a dit qu'il présenterait une résolution différente qui "inclut bon nombre des croyances de la [CSPOA]", y compris son affirmation selon laquelle les shérifs peuvent rejeter l'application des lois fédérales et étatiques.

Formation des forces de l'ordre

La tactique la plus troublante utilisée par Mack (et la CSPOA) consiste à utiliser des « formations » comme moyen d'endoctriner les forces de l'ordre dans l'idéologie du mouvement extrémiste anti-gouvernemental. Ce stratagème joue sur les forces de Mack en tant que conférencier et exploite son expérience dans l'application de la loi, ainsi que son rôle dans l'annulation de la loi Brady. Les formations de Mack sont souvent décrites comme enseignant des "principes constitutionnels".

Les efforts de Mack pour sécuriser le public des forces de l'ordre sont antérieurs à la CSPOA elle-même. En 2010, par exemple, Mack a fait circuler une pétition en ligne pour convaincre la Sheriff's Association of Texas de le laisser présenter à leur 132e conférence annuelle de formation. Cette même année, il a lancé une "invitation ouverte" à tous les agents des forces de l'ordre à assister à son "Sheriff Mack Seminar" dans le Maine, où il a divisé sa présentation en deux sessions, l'une réservée aux forces de l'ordre et l'autre au grand public.

Mack avait prévu dès le départ qu'une grande partie du programme de la CSPOA serait de former les forces de l'ordre. Il a collecté des fonds sur l'idée de parrainer un « programme national de formation » et de couvrir les frais de

voyage des shérifs à travers le pays pour assister à ses séminaires. Le premier grand événement de la CSPOA a été sa première convention nationale, tenue à Las Vegas en janvier 2012 et surnommée « No Sheriff Left Behind ». Mack a par la suite affirmé qu'entre 115 et 120 shérifs étaient apparus à l'événement, un chiffre impossible à confirmer.

Au fil des ans, Mack a poursuivi les efforts de sensibilisation de la CSPOA auprès des forces de l'ordre, alertant les shérifs locaux chaque fois qu'il se présentait dans leur région et leur offrant généralement un accès gratuit à ses événements. En 2016, Mack a caressé l'idée d'offrir une « formation de certification », dans laquelle les agents des forces de l'ordre participeraient à un séminaire de deux jours, seraient « certifiés », puis retourneraient dans leur État et offriraient cette formation localement. Cette même année, il affirme avoir formé plus de 400 shérifs.

Une formation CSPOA typique pourrait ressembler à celle qui s'est tenue à la Liberty University de Lynchburg, en Virginie, en septembre 2020. Surnommé un « séminaire de formation constitutionnelle gratuit pour tous les shérifs, agents de la paix et fonctionnaires », il mettait en vedette Mack, l'ancien shérif de l'Indiana Brad Rogers et le "procureur constitutionnel" Michael Peroutka (surtout connu pour s'être présenté à la présidence en 2004 sur le ticket du Parti de la Constitution d'extrême droite, et pour avoir été membre du groupe raciste néo-confédéré Ligue du Sud).

Dans une vidéo annonçant la formation, Mack a demandé: « Combien d'entre vous en avez marre de ce truc de masque? Et combien d'entre vous sont fatigués d'être bousculés et victimisés par nos propres représentants du gouvernement ? Pouvez-vous croire que tout cela se passe ? » Mack a exhorté les téléspectateurs à demander à leurs propres shérifs d'y assister et à leur offrir une aide financière pour le faire.

En 2021, Mack et CSPOA ont organisé trois formations - une au Montana et deux au Texas - qui ont en fait été officiellement certifiées par les responsables du POST (« Peace Officer Standards and Training ») dans ces États, qualifiant ainsi les participants des forces de l'ordre à ces événements extrémistes pour des crédits d'éducation continue. L'idée derrière la certification POST des formations des forces de l'ordre est de maintenir des normes minimales de qualité, d'objectivité et de pertinence pour les programmes conçus pour l'application de la loi.

La CSPOA a organisé une formation de deux jours à la fin de février 2021 dans les Woodlands au nord de Houston. La CSPOA a présenté "Le shérif de comté: Le dernier espoir de l'Amérique" comme un événement de formation officiel de la Commission du Texas sur la formation des forces de l'ordre (TCOLE, l'équivalent texan de POST), pour lequel les participants pouvaient obtenir des crédits éducatifs. L'événement était co-organisé par la CSPOA et le bureau du shérif du comté de Montgomery. Au cours de l'événement, la " procureure constitutionnelle " KrisAnne Hall, une collaboratrice fréquente de Mack, aurait déclaré aux représentants des forces de l'ordre que les lois des États et des comtés étaient supérieures à la loi fédérale et que le shérif du comté était l' élu le plus puissant du pays. Selon un journaliste du New American, la publication d'extrême droite John Birch Society, qui a couvert l'événement, Hall a également expliqué au public qu'il est du devoir d'un shérif d'ignorer les lois fédérales sur les armes à feu. On ne sait pas clairement combien de shérifs ou autres agents des forces de l'ordre y ont assisté, mais près de 40 personnes ont posé pour la photo par la suite.

En juin 2021, le ministère de la Justice du Montana a annoncé un événement de « formation constitutionnelle de quatre heures » certifié POST par Mack dans le comté de Flathead plus tard ce mois-là. L'annonce a ouvertement proclamé que Mack affirme que les shérifs peuvent refuser d'appliquer les lois fédérales qu'ils jugent inconstitutionnelles. Après la diffusion de la nouvelle, le bureau du shérif du comté de Flathead, qui avait parrainé l'événement, l'a annulé en raison de prétendues limitations de personnel. Cependant, le cours reste certifié POST et Mack pourrait théoriquement le proposer à nouveau. Une enquête de l'ADL a par la suite révélé que les responsables de l'État n'avaient pas reçu de plans de cours avant de les certifier. Mack a dit à un journal local qu'il avait organisé des formations pour les forces de l'ordre approuvées par l'État dans 10 États différents.

Shérif constitutionnel

La CSPOA est retournée au Texas en juillet 2021 pour deux événements de formation supplémentaire « Le shérif du comté: le dernier espoir de l'Amérique » pour « les shérifs, les agents de la paix et les élus ». Tenus consécutivement à Burnet et Crockett au Texas, avec l'aide du département du shérif du comté de Burnet et du département du shérif du comté de Houston, ces événements ont été présentés comme des opportunités de formation TCOLE officielles. Un

dépliant pour les formations a informé les participants qu'ils apprendraient, entre autres, "Pourquoi les shérifs ne devraient pas appliquer les confinements, les restrictions et les décrets et la législation sur le port de masque de Covid-19", et pourquoi "Les shérifs devraient également empêcher les autres de forcer les citoyens à se soumettre aux restrictions illégales du Covid-19".

Comme ce fut le cas au Montana, il n'est pas clair que TCOLE ait pris des précautions pour s'assurer que les « formations » de Mack convenaient aux forces de l'ordre, qu'elles enseignaient des lois et des politiques exactes, qu'elles étaient enseignées par des personnes possédant les qualifications et les références appropriées ou qu'elles étaient en tous points différentes des événements extrémistes typiques de Mack.

Collectivement, ces événements représentent l'une des tentatives les plus réussies de ces dernières décennies par des extrémistes anti-gouvernementaux pour infiltrer les forces de l'ordre, obtenant même les imprimaturs et les approbations officielles des États du Montana et du Texas. Il est presque certain que Mack poursuivra ses efforts pour obtenir les approbations officielles d'un plus grand nombre d'États pour ses "formations" d'agents des forces de l'ordre - des événements qui ne sont pas du tout des formations professionnelles, mais plutôt des plates-formes de diffusion d'une propagande anti-gouvernementale potentiellement dangereuse.

Recommandations des politiques

Les tactiques utilisées par Richard Mack et la CSPOA pour répandre la propagande extrémiste anti-gouvernementale auprès des responsables de l'application des lois et pour les recruter dans cette cause sont troublantes, en particulier parce que Mack peut se vanter d'un certain succès.

Ses tentatives de faire passer les présentations de propagande extrémiste pour des formations destinées aux forces de l'ordre et d'obtenir une sanction officielle des organismes de normalisation et de formation des agents de la paix (POST) au niveau de l'État sont particulièrement problématiques. Ses succès au Texas et au Montana suscitent des inquiétudes chez les agences du pays.

L'ADL recommande que les états :

Examinent les procédures de formation pour les forces de l'ordre. Les États devraient revoir les programmes de formation pour s'assurer que les

formations servent un objectif légitime et spécifique d'application de la loi, enseignent des principes conformes à la législation fédérale et étatique en vigueur et aux décisions judiciaires, et ne tentent pas de propager des points de vue partisans ou idéologiques. Les agences devraient également envisager de contrôler les entités extérieures offrant de telles formations pour s'assurer qu'elles ne sont pas liées à ou ne font pas partie d'un groupe lié à un extrémiste et en particulier pour s'assurer qu'elles ne sont pas liées à un groupe extrémiste cherchant à infiltrer ou à faire de la propagande pour les forces de l'ordre. Les agences doivent établir un processus d'examen externe pour vérifier que la formation est conforme à ces valeurs. Les agences doivent tenir des registres minutieux de la formation et répondre aux préoccupations concernant les formations. Les méthodes de formation qui ne respectent pas ces principes doivent être immédiatement arrêtées.

Examiner les politiques et les procédures pour traiter les affiliations des forces de l'ordre avec les mouvements extrémistes. Les forces de l'ordre nationales et locales doivent veiller à ce que les agents ne fassent pas la promotion (y compris via des tatouages, des décalcomanies de véhicules et des patchs vestimentaires) de groupes ou de mouvements extrémistes qui compromettent la sécurité de la communauté. Les agences devraient envisager de mettre en œuvre des politiques et des procédures pour mieux empêcher les extrémistes d'être embauchés comme agents des forces de l'ordre. Cela peut inclure une évaluation supplémentaire des antécédents pour s'assurer que les recrues potentielles ne se livrent pas à des activités extrémistes, ne font pas la promotion d'idéologies extrémistes ou ne sont pas membres d'un groupe ou d'une cause extrémiste. La mise en œuvre de ces recommandations doit être effectuée d'une manière conforme à la Constitution des États-Unis et aux lois applicables.

L'ADL exhorte les fonctionnaires fédéraux à :

Garantir des budgets adéquats pour aider les États avec la formation nécessaire. Tout au long du processus d'affectation des crédits, les membres du Congrès devraient fournir des ressources pour les possibilités de formation des forces de l'ordre afin de reconnaître et de combattre l'extrémisme.

Tous les officiels doivent :

Dénoncez la haine et se sensibilisez à la propagande extrémiste. Les Américains à l'échelle nationale doivent être mieux conscients des indicateurs et de la propagande extrémiste, dont certains peuvent ne pas être manifestement de nature extrémiste pour les personnes sans connaissances de base. En outre,

entendre les responsables faire écho au besoin d'espoir plutôt qu'à la haine, et de justice et de traitement équitable plutôt qu'à la discrimination, peut aider à créer une dynamique dans les communautés pour rejeter la rhétorique haineuse.